

Cote du document: IFAD10/3/INF.2/Rev.1
Date: 12 novembre 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Synthèse du président de la Consultation: troisième session de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA

Note aux membres de la Consultation

Responsables:

Questions techniques:

Mohamed Beavogui

Conseiller principal du Président et
Directeur du Bureau des partenariats
et de la mobilisation des ressources
téléphone: +39 06 5459 2240
courriel: m.beavogui@ifad.org

Cheryl Morden

Directrice adjointe
Bureau des partenariats
et de la mobilisation des ressources
téléphone: +39 06 5459 2822
courriel: c.morden@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA —
Troisième session
Rome, 7-8 octobre 2014

Pour: **Examen**

Synthèse du président de la Consultation: troisième session de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA

Introduction

1. Les membres de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10), la direction et des membres du personnel du FIDA, ainsi que des observateurs se sont réunis à Rome (Italie), les 7 et 8 octobre 2014 pour la troisième session de la Consultation sur FIDA10. Ils ont examiné les documents suivants, préparés par la direction du Fonds: a) Vers des résultats à plus grande échelle; b) Options de financement pour le FIDA au-delà de 2015; c) Examen de la situation du Cadre pour la soutenabilité de la dette; d) Taux de change pour la dixième reconstitution des ressources du FIDA; e) Cadre de mesure des résultats de FIDA10 pour 2016-2018; f) Projet de rapport de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA; et g) Projet de résolution révisé sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA. En outre, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) a présenté des exposés sur son évaluation du Cadre de mesure des résultats et sur l'avancement de l'évaluation au niveau de l'institution de l'engagement du FIDA dans des États et des situations fragiles et touchés par un conflit.
2. En complément de la session des 7 et 8 octobre, la direction a proposé aux membres, dans la journée du 6 octobre, deux séminaires informels portant sur: a) l'engagement du FIDA dans la coopération Sud-Sud et triangulaire; et b) l'avancement de l'initiative du FIDA concernant l'évaluation de l'impact. La direction a par ailleurs organisé le 7 octobre, à l'intention des membres, une séance d'information informelle relative à l'engagement et aux projets du FIDA en rapport avec l'intégration de l'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels et du développement rural.

Observations liminaires et adoption de l'ordre du jour

3. Après l'allocation de bienvenue de la présidence de la Consultation et sa présentation de l'ordre du jour, le Président du FIDA a accueilli les participants. Il a mis en lumière, dans ses observations liminaires, quelques-uns des thèmes clés de cette session de la Consultation et de FIDA10 de manière plus générale. Les représentants des Listes B et C ont également prononcé des déclarations d'ouverture au cours de la première séance de la matinée. Les représentants des Listes A et C ont fait, au nom de leur Liste, des déclarations sur les documents présentés. (Toutes les déclarations des listes ont été mises en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres.)

Allocutions des orateurs invités

4. Après l'adoption de l'ordre du jour, c'est M. Homi Kharas, Associé principal de recherche et Directeur adjoint du Programme sur l'économie mondiale et le développement auprès de la Brookings Institution, et ancien Secrétaire exécutif du Groupe de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015, qui s'est adressé aux participants. Il a noté que l'élan politique autour du programme de développement pour l'après-2015 aura probablement pour effet d'accroître la demande des services du FIDA; qu'il existe, en matière de financement des institutions financières internationales, une gamme d'options plus large que par le passé et, en particulier, bien que le climat actuel rende difficile la réalisation d'augmentations significatives des reconstitutions des ressources de base des fonds multilatéraux de développement, il existe une disponibilité croissante de fonds pouvant constituer des sources d'emprunts, que le FIDA pourrait mobiliser au profit de ses clients de plus en plus en mesure de rembourser leurs dettes; et, enfin, qu'à

en juger par l'expérience d'autres banques de développement, le FIDA est bien placé pour tirer parti de ces possibilités.

5. Au cours de la seconde journée de la réunion, M. Jean-Michel Severino, Directeur général de la société Investisseurs et Partenaires – et ancien Directeur général de l'Agence française de développement, et ancien Vice-Président de la Banque mondiale pour la région Asie de l'Est –, a évoqué les partenariats public-privé (PPP) pour le développement durable. Il a affirmé que les PPP sont au cœur du programme de développement pour l'après-2015 et joueront un rôle de premier plan dans un monde de l'après-2015 qui sera complexe et dans lequel partenariats et alliances seront essentiels. Les entreprises privées se soucient sans cesse davantage de contribuer au développement durable, et nombreuses sont celles qui ont déjà fait de leur programme de "bien public" une partie intégrante de leur modèle opérationnel. Il existe, pour les agences de développement, d'importantes possibilités d'action commune avec le secteur privé. La mise en place de PPP n'est pas facile, et les exemples d'échecs nombreux; le professionnalisme, une conception attentive, le réalisme et la transparence sont décisifs pour la réussite. Il a affirmé, en conclusion, que l'approche des 4P (partenariats public-privé-producteurs) adoptée par le FIDA est à la fois pertinente et opportune, et que des ressources adéquates sont nécessaires pour faire en sorte que le FIDA soit en mesure de la mettre en œuvre efficacement.

Réaction d'ensemble des membres

6. Les membres ont félicité la direction pour la qualité, la concision et l'opportunité des documents présentés à la Consultation, et en ont approuvé, dans l'ensemble, les principaux messages. Les membres ont aussi exprimé leur soutien résolu au maintien, au moins, du niveau actuel des opérations du FIDA. Ils ont procédé à un échange de vues sur les principaux domaines de préoccupation et fourni des orientations à la direction sur les questions à clarifier.

Vers des résultats à plus grande échelle

7. Les membres ont fortement entériné les principes et les axes principaux du document Vers des résultats à plus grande échelle, et se sont félicités des mesures envisagées par le FIDA pour que ce programme puisse aller de l'avant: un cadre d'action pour la reproduction à plus grande échelle, des produits du savoir et des notes sur la directive opérationnelle. Ils ont mis en lumière un certain nombre de points spécifiques auxquels ils attachent une importance particulière, et notamment la nécessité: a) d'analyser et de diffuser les exemples de réussite, mais aussi de tirer les enseignements des échecs, dans le cadre de la stratégie du FIDA en matière de savoirs, et d'offrir une plateforme pour la reproduction à plus grande échelle; b) de faire en sorte que les pays s'approprient le programme de reproduction à plus grande échelle, forgent des partenariats entre acteurs locaux pour appuyer cette reproduction, et collaborent au sein de réseaux pour promouvoir l'apprentissage et le savoir autour de ce programme; c) de donner aux communautés rurales et à leurs organisations les moyens de participer activement aux processus de reproduction à plus grande échelle; d) d'établir un lien entre les autres priorités thématiques institutionnelles connexes du FIDA – concertation sur les politiques, coopération Sud-Sud et triangulaire, nutrition, égalité hommes-femmes et adaptation au changement climatique – et le programme de reproduction à plus grande échelle; e) d'assurer le suivi de l'efficacité de la reproduction à plus grande échelle et de mesurer les résultats dans ce domaine; et f) de renforcer les capacités, de développer les compétences et de changer les structures mentales, aussi bien au sein du personnel du FIDA que dans les pays partenaires – y compris dans les États fragiles. Les membres ont reconnu que la mise en œuvre du programme de reproduction à plus grande échelle n'est pas aisée, et qu'il doit faire l'objet d'une attention systématique. Le président a noté qu'il serait utile que les États membres eux-mêmes prennent l'initiative d'un programme de reproduction à plus grande

échelle dans leurs propres programmes de développement afin de faciliter les partenariats visant à accroître l'impact en matière de développement.

Options de financement pour le FIDA au-delà de 2015

8. Un débat riche d'enseignements entre les participants a fait suite à la présentation, par la direction, du document sur les Options de financement pour le FIDA au-delà de 2015 et d'un exposé d'actualisation sur la préparation d'un cadre général d'emprunt du FIDA. Les membres sont convenus que le programme, pour FIDA10, devrait s'attacher à consolider les réformes réalisées au cours des dernières années par le FIDA, notamment en ce qui concerne les options de financement, et à faire fond sur ses réalisations en termes de résultats et d'impact. Les membres se sont déclarés favorables à une reconstitution qui permette le maintien d'un programme de prêts et dons d'au moins 3 milliards d'USD (comme ce fut le cas pour FIDA8 et FIDA9). Ils sont convenus que la plus haute priorité, pour la reconstitution, est celle de la mobilisation des contributions de base et de contributions complémentaires non affectées de 1,44 milliard d'USD afin d'atteindre le niveau cible de 3 milliards d'USD.
9. Les membres ont souhaité obtenir davantage d'information sur les intentions de la direction du FIDA en matière de financement par l'emprunt et ont procédé à un échange de vues sur ce point important. Le Président a déclaré que la direction entendait agir avec prudence; alors que les emprunts souverains pourraient démarrer une fois que la première partie du cadre général d'emprunt aura été approuvée par le Conseil d'administration, la direction ne considère pas que les emprunts sur le marché puissent constituer une option pour FIDA10. Les délégués ont pris note de cette précision et de l'intention de la direction d'explorer si et quand, au-delà de FIDA10, des emprunts pourraient être levés sur le marché, compte tenu de l'expérience acquise avec les emprunts souverains et des capacités de gestion financière dont dispose le FIDA. Les membres ont rappelé qu'il fallait se garder de transformer le FIDA en une banque et le Président a confirmé que telle n'était pas l'intention de la direction. Les participants ont reconnu que le cofinancement, tant national qu'international, constituait un important moyen d'élargissement du programme de travail mais aussi que cette augmentation ne dépendait pas entièrement de la direction du FIDA.
10. Les membres ont aussi soulevé des questions relatives aux scénarios envisagés au cas où la cible, au titre de la reconstitution, de 1,44 milliard d'USD pour les contributions de base et les contributions complémentaires non affectées ne serait pas atteinte par ces contributions; et au niveau d'emprunt proposé par la direction du FIDA. La direction a expliqué qu'elle envisage une reconstitution reposant sur des contributions de base de 1,44 milliard d'USD. Si toutefois cet objectif ne se concrétise pas, elle adoptera deux autres approches. Elle recherchera, en premier lieu, des contributions complémentaires non affectées, en particulier pour le changement climatique, la coopération Sud-Sud et triangulaire, et l'initiative 4P. En second lieu, et dans la mesure où cela sera nécessaire, elle se tournera vers les emprunts souverains pour combler le déficit, dans le respect des règles de la première partie du cadre général d'emprunt lorsqu'elles auront été approuvées par le Conseil d'administration. Au-delà du programme de prêts et dons de 3,0 milliards d'USD, la direction du FIDA a expliqué qu'elle pourrait, en fonction de la demande, envisager des emprunts supplémentaires, conformément à la première partie du cadre d'emprunt – lorsqu'elle sera approuvée et en tout état de cause avec l'approbation du Conseil d'administration – jusqu'à un programme de prêts et dons maximum de 3,5 milliards d'USD. Un membre ayant suggéré de fixer un chiffre indicatif pour le montant de l'emprunt souverain contracté dans le cadre de FIDA10, la direction est convenue d'y réfléchir et de revenir avec une proposition.

Examen de la situation du Cadre pour la soutenabilité de la dette et du taux de change pour la dixième reconstitution des ressources du FIDA

11. Les membres ont entériné les recommandations contenues dans les deux documents présentés par la direction du FIDA.

Cadre de mesure des résultats de FIDA10 pour 2016-2018

12. Les membres ont apprécié la qualité du document relatif au Cadre de mesure des résultats de FIDA10 pour 2016-2018, et le Cadre de mesure des résultats (CMR) lui-même. Ils ont également approuvé l'intention de la direction d'inclure une annexe présentant la méthodologie et les sources de données qui sous-tendent les indicateurs, plusieurs membres souhaitant obtenir des informations précises sur la méthodologie de mesure de la cible concernant la pauvreté. Les membres ont apprécié de manière générale la théorie du changement, mais demandé que soient davantage renforcés les hypothèses, les risques et les mesures prises pour faire face au risque.
13. Les membres ont exprimé leur appui à l'initiative de réduction du nombre d'indicateurs, tout en introduisant de nouveaux indicateurs d'importance stratégique. Dans sa présentation à la Consultation, IOE a aussi proposé de réduire de cinq à quatre le nombre de niveaux; plusieurs membres ont appuyé cette proposition. La direction a toutefois noté, et d'autres membres en sont convenus, que les cinq niveaux de résultats répondent bien aux besoins du FIDA et qu'ils sont alignés sur la théorie du changement présentée dans le document, que les membres avaient appréciée. D'autres préoccupations spécifiques ont été évoquées, et notamment l'importance d'une juste reconnaissance du rôle du FIDA dans la concertation sur les politiques au niveau des pays; le manque apparent d'ambition concernant certaines cibles, qui n'ont pas changé depuis FIDA9; la nécessité de définir des cibles pour les indicateurs du Niveau 3, plutôt que d'en suivre simplement l'évolution; la nécessité de mieux aborder les problèmes clés comme le changement climatique, la nutrition, l'égalité hommes-femmes et la gestion des terres; la nécessité de préciser le lien entre le nombre cible de personnes à toucher (130 millions) et la cible de 80 millions de personnes à extraire de la pauvreté; et la nécessité d'une cible plus ambitieuse pour le ratio de cofinancement, éventuellement ventilé par type de pays et par source de fonds.
14. Leur répondant, la direction a remercié les membres pour leurs observations constructives et a indiqué qu'elle organiserait un séminaire entre les sessions, au mois de novembre, afin d'examiner une nouvelle version du CMR dans laquelle seront incluses des révisions prenant en compte les observations reçues.

Projet de rapport de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA

15. Les membres ont apprécié l'orientation générale du Projet de rapport de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA. Des opinions divergentes ont été exprimées à propos des questions interdépendantes que sont la sélectivité dans le choix des pays, les approches différenciées, l'engagement du FIDA dans les pays à revenu intermédiaire et les États fragiles, et le Système d'allocation fondé sur la performance. Le rapport de la Consultation sera certes révisé pour prendre en compte les observations formulées, mais le président a noté que des débats supplémentaires seront nécessaires entre les représentants afin de résoudre ces problèmes.
16. Un certain nombre de questions ont été posées à propos du cadre financier pour FIDA10, et la direction a apporté des précisions complémentaires quant à ce qu'elle attend des États membres et des éventuelles – mais encore incertaines – conséquences en termes de besoins d'emprunt au titre de FIDA10. Plusieurs problèmes ont été mis en lumière dans les déclarations faites au nom des Listes A et C (mises en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres). Plusieurs délégués ont aussi formulé des suggestions précises sur le plan rédactionnel et relevé divers thèmes de préoccupation, notamment ceux de l'égalité hommes-femmes, de la jeunesse, du cofinancement et de la nutrition, etc., en relation tant avec le corps principal du rapport qu'avec la matrice des engagements. La direction a remercié les membres pour leurs observations et suggestions, et noté qu'elle s'efforcera d'en tenir compte dans la prochaine version du rapport de la

Consultation. Enfin, le président a avancé l'idée selon laquelle les membres pourraient souhaiter éviter de surcharger la matrice des engagements et se concentrer plutôt sur les questions stratégiques les plus importantes.

Projet de résolution révisé sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA

17. Le projet de résolution révisé a suscité, de la part des membres, un certain nombre d'observations spécifiques que la direction du FIDA prendra en considération lors de la préparation d'une nouvelle version, qui sera examinée en même temps que le rapport de la Consultation. Certaines questions ont été soulevées sur le point de savoir s'il est opportun ou nécessaire d'inclure dans la résolution une disposition relative à l'emprunt, et dans l'affirmative, si cette disposition devrait inclure un plafond indicatif pour la période de FIDA10 ou limiter les emprunts aux prêts souverains; sur le processus d'approbation du cadre général d'emprunt; et sur le déficit structurel.

Conclusion

18. Dans ses observations finales (mises en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres), le Président a remercié les délégués pour leur précieux soutien, leurs commentaires détaillés et éclairés et leurs conseils utiles. Il a noté que FIDA10 survient en une période de transition extrêmement importante pour l'avenir à long terme du FIDA, et a fait la synthèse des points de vue de la direction concernant le cadre financier pour la mobilisation des financements au titre de FIDA10 et les approches de cette mobilisation. Il a également insisté sur le caractère central d'un programme de consolidation au titre de FIDA10, ayant pour but d'élargir l'impact du FIDA en matière de développement. Le Président a déclaré que lui-même et les membres de la direction redoubleraient d'efforts afin de garantir, d'une part, que les positions des États membres seraient pleinement prises en compte dans la version révisée du projet de rapport de la Consultation et d'autres documents et, d'autre part, que la reconstitution serait couronnée de succès.
19. La présidence a noté que la troisième session de la Consultation sur FIDA10 a été le cadre d'un échange de vues très productif entre les membres et avec la direction, et estimé que des progrès sensibles ont été réalisés dans l'éclaircissement des principaux sujets de préoccupation des membres. Naturellement, des travaux supplémentaires sont nécessaires pour la préparation de la quatrième et dernière session, en décembre. Pour conclure, la présidence a remercié tous les participants pour leur participation constructive et exprimé ses remerciements à la direction et au personnel du FIDA pour l'excellente préparation de la troisième session de la Consultation sur FIDA10.